

10 octobre 2001

**Conférence de presse de M. Bernard Landry, premier ministre du Québec
Le point sur les mesures prises par le gouvernement du Québec à la suite des attentats du 11 septembre**

[M. Landry:] Chers compatriotes, il y a un mois jour pour jour dans quelques heures survenaient les événements du 11 septembre. Le Québec, comme toutes les autres nations du monde, a été révolté par ces actes de barbarie et leurs conséquences tragiques sur la vie de milliers d'hommes et de femmes. J'ai été en mesure d'exprimer à l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Canada la profonde sympathie de tous les Québécois et de toutes les Québécoises ainsi que notre appui indéfectible au long combat qui s'annonce dans la lutte au terrorisme et ses impacts. Dans l'heure qui a suivi l'attaque contre le World Trade Center, le gouvernement du Québec est rapidement intervenu en activant son organisation sécurité civile. Nous avons pris sans délai les mesures requises afin d'offrir l'aide nécessaire aux autorités américaines, d'assurer la sécurité du personnel de la délégation du Québec à New York ainsi que des participants à la mission Québec-New York 2001, créateurs et créatrices qui devaient participer à cet événement. Nous avons rassuré et informé les citoyens du Québec, notamment les membres de certaines communautés culturelles plus sensibles en mettant sur pied une ligne téléphonique 1-800 et nous avons renforcé les mesures de sécurité lorsqu'il était pertinent de le faire.

En outre, un comité ministériel spécial, le Comité du 11 septembre, a été créé afin d'assurer une coordination étroite des actions gouvernementales face à un horizon incertain caractérisé par une inquiétude grandissante. Le gouvernement du Québec décidait donc de faire de la sécurité des citoyens et des citoyennes un axe majeur de son action. Ce Comité du 11 septembre, que je préside, travaille à élaborer divers mécanismes pour répondre efficacement et avec célérité aux attentes et aux besoins des Québécois en matière d'économie et d'emploi, mais aussi de sécurité ainsi que de solidarité et de relations intercommunautaires. Déjà, comme la plupart des États modernes, le Québec est doté d'un dispositif de sécurité publique qui assure une veille, réagit rapidement aux événements et coordonne l'action des pouvoirs publics en situation exceptionnelle. Ce dispositif est présentement actif, collabore avec des intervenants fédéraux et est prêt à faire agir les ministères et organismes gouvernementaux de façon concertée et coordonnée. Il a été développé, actualisé et perfectionné, comme on le sait, au cours d'événements tel le déluge du Saguenay ou le grand verglas, en 1998, et, plus récemment, avec le Sommet des Amériques à Québec. Outre les éléments de coordination, plusieurs autres aspects du dispositif de sécurité ont été enclenchés ou renforcés. Des mesures de surveillance accrues ont été mises en place, particulièrement au regard des sites sensibles comme les aéroports et certaines infrastructures essentielles tel le réseau d'Hydro-Québec et la centrale de Gentilly. En matière de santé publique, le réseau québécois dispose d'un plan des urgences infectieuses visant les maladies à surveillance extrême, dont l'anthrax. En outre, les Québécois peuvent compter sur un réseau de médecins sentinelles pour favoriser une détection rapide des problèmes pouvant survenir. Aussi, le réseau dispose d'une capacité d'analyse des agents contaminants. Enfin, le Québec voit actuellement, en lien avec les autorités fédérales, à se doter de réserves d'antibiotiques et de médicaments nécessaires pour assurer les soins appropriés aux citoyens du Québec. Le Québec, on le sait, a été bâti par une mosaïque de gens provenant de différents horizons et de cultures diverses. Une des répercussions insidieuses des événements du 11 septembre est que ceux-ci tendent à fractionner le tissu civil québécois. Ainsi, certains de nos concitoyens qui professent la religion musulmane ont

vécu une inquiétude qui ne doit pas durer. Le Québec est uni mais il est multiple dans ses origines. C'est pourquoi le gouvernement est intervenu rapidement pour calmer les esprits.

Des mesures seront mises de l'avant par plusieurs ministères et organismes pour favoriser la solidarité interculturelle. Parmi celles-ci, le ministère de l'Éducation prévoit, entre autres, la préparation d'outils de formation destinés aux personnels scolaires pour les aider à prévenir et à gérer les conflits intercommunautaires éventuels, l'encouragement aux établissements à se doter de programmes de formation continue en relations interculturelles et surtout une incitation aux établissements à adopter une politique de tolérance zéro pour les paroles et comportements racistes. Dans le réseau des centres locaux d'emploi, des sessions de formation seront organisées, avec la collaboration du ministère des Relations avec les citoyens, à l'intention du personnel afin de proposer une vue d'ensemble des caractéristiques de la clientèle née hors du Canada et de ses perspectives d'avenir; priorité, les centres locaux d'emploi, les CLE, de l'île de Montréal bien entendu.

Les événements du 11 septembre ont aussi jeté un éclairage cru sur une réalité de la société québécoise et canadienne: la mise en application de nos politiques d'immigration laissent parfois à désirer. Ottawa est à réviser ses politiques de contrôle aux frontières ainsi que son suivi des demandes de statut de réfugié. Nous entendons l'appuyer dans ces démarches fort importantes pour la sécurité des Québécois et des Québécoises.

De notre côté, nous allons resserrer la gestion des demandes d'immigration au Québec et instaurer un mécanisme de vérification du statut afin de déceler toutes les situations illégales. On se rappellera, par ailleurs, que mon gouvernement annonçait récemment que les conditions entourant l'émission des documents d'état civil allaient être resserrées de façon à rendre encore plus difficile l'obtention frauduleuse d'un passeport canadien.

L'insécurité, hélas, est aussi économique et sociale. C'est pourquoi j'annonce aujourd'hui des mesures reliées à la sécurité économique et sociale des Québécois et des Québécoises. Au cours des dernières années, grâce à l'action résolue entreprise par le gouvernement du Québec, le Québec a franchi des étapes majeures. Nous avons réussi à assainir les finances publiques en rétablissant l'équilibre budgétaire et en commençant à réduire le poids de la dette; nous avons en même temps commencé à alléger le fardeau fiscal des contribuables et à diminuer ainsi l'écart qui nous sépare à ce titre du reste du Canada; simultanément, grâce à une politique économique volontariste, nous avons accéléré l'ouverture et la modernisation de l'économie québécoise. Le Québec a ainsi réussi des percées remarquables sur le marché américain tout en se positionnant à l'échelle internationale dans les domaines de l'économie du savoir en particulier. Surtout, grâce à ces succès majeurs, le niveau de vie des Québécois s'est significativement accru, et nous avons atteint au plan du chômage des planchers historiques.

Ces acquis sont importants pour le Québec moderne, et nous devons tout mettre en oeuvre pour les conserver. Nous avons travaillé fort à bâtir le Québec, nous ne voulons qu'aucun type d'événement ne contribue à le dé bâtir. Mieux, nous devons utiliser ces instruments pour protéger notre collectivité contre les impacts des turbulences en cours.

À cet égard et comme vous le savez, les nouvelles économiques de ces dernières semaines sont inquiétantes. Deux des secteurs les plus performants de notre économie, les secteurs du transport aérien et de l'aérospatiale, sont directement affectés par les conséquences des événements du 11

septembre. Plus globalement, les dirigeants de nos entreprises marquent leur inquiétude face à l'impact de la conjoncture actuelle sur le développement de leurs activités. Les États-Unis, qui constituent depuis quelques années notre principal partenaire économique, absorbent 80 % de nos exportations à l'étranger. Le ralentissement de l'économie américaine se répercute donc presque instantanément sur notre propre activité économique et touche directement la plupart de nos entreprises manufacturières. Les plus récentes statistiques sur l'emploi, publiées vendredi dernier, n'enregistrent pas encore ces mauvaises nouvelles. Il faut cependant s'attendre à ce que cette dégradation soit très bientôt perceptible sur les indicateurs du chômage.

Cette situation très difficile touche d'abord la première économie du monde, et le gouvernement des États-Unis d'Amérique est en train d'y répondre en mobilisant des moyens majeurs. En quelques semaines, la Réserve fédérale a procédé à une réduction de 100 points de base de ses taux directeurs, qui ont maintenant atteint le niveau le plus bas depuis 1962. En vérité, ce taux est de 2,5 %. On peut parler de taux d'intérêt négatif. Dans les jours qui ont suivi les attentats, le Congrès américain a débloqué un fonds spécial de 40000000000 \$ pour l'année fiscale en cours. Le gouvernement américain s'apprête à verser aux compagnies aériennes une aide publique de 15000000000 \$. Mercredi dernier, le président Bush déposait au Congrès un plan de relance économique comprenant l'injection dans l'économie de 75000000000 \$ additionnels. Les États-Unis réagissent donc rapidement et massivement, comme on pouvait s'y attendre et comme il était de leur responsabilité de le faire.

Le gouvernement du Québec, à son échelle, a également des responsabilités à assumer et il va les exercer. Pour assurer une plus grande sécurité économique et sociale à nos compatriotes, nous prenons immédiatement une décision majeure: lors de la séance du Conseil des ministres du 3 octobre, la semaine dernière, j'ai demandé à la vice-première ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances de présenter dans les prochaines semaines un discours sur le budget. La vice-première ministre procédera donc, d'ailleurs, dans les plus brefs délais, à des consultations pré-budgétaires de tous les agents socioéconomiques du Québec: syndicat, patronat, économie sociale, groupes communautaires et autres. Cet exercice sera conduit de façon à rencontrer les objectifs de transparence que le gouvernement s'est fixés. Il sera ainsi possible de réviser très rapidement le budget de l'année en cours et de mettre en place un ensemble d'initiatives visant à assurer le maintien de l'activité économique. L'Assemblée nationale, qui reprendra ses travaux le 16 octobre prochain, consacrera donc bientôt et prioritairement ses travaux à l'étude du budget déposé selon les règles habituelles de notre démocratie parlementaire. Un autre budget au printemps n'est pas exclu, si nécessaire, pour faire face au meilleur comme au pire, à l'amélioration comme à une éventuelle dégradation. Le gouvernement du Québec mobilise ainsi les principaux leviers à sa disposition pour répondre à une conjoncture économique à bien des égards exceptionnels. Notre discipline budgétaire nous permet de disposer d'une marge de manoeuvre dont l'État québécois ne bénéficiait plus depuis déjà plusieurs décennies, hélas. Surtout dans un contexte où une certaine prudence était nécessaire, nous avons constitué des réserves dans le cadre du dernier budget, pratiquement à hauteur de 10000000000 \$. Nous touchons maintenant les dividendes de cette discipline, une discipline qu'il nous faut absolument maintenir. Nos relations économiques renforcées avec les États-Unis font que notre économie va profiter rapidement et directement des injections massives des fonds, décidées par le gouvernement américain. À l'image de ce que font actuellement les États-Unis, nous devons cependant être proactifs et soutenir l'activité économique devant la conjoncture difficile que nous allons traverser. Au-delà des grands leviers budgétaires, le gouvernement posera rapidement une série de gestes concrets visant à soutenir l'activité économique. Le gouvernement mettra plus vigoureusement que jamais l'épaule à la roue. Il verra à

ce que les investissements publics, principalement dans les secteurs de la santé et des services sociaux et de l'éducation, soient accélérés et ciblés en fonction des besoins les plus urgents partout au Québec dans chacune des régions. Tout sera mis en oeuvre, notamment les pressions nécessaires auprès du gouvernement fédéral, afin que les projets soumis par les municipalités dans le cadre du programme d'infrastructures soient entrepris et réalisés dans les plus courts délais possibles. Le gouvernement utilisera plus intensément que jamais l'outil-clé que constitue l'appui qu'il peut apporter à la réalisation d'investissements privés ayant des retombées rapides et significatives. Nos grands instruments de développement que sont la Société générale de financement et Investissement-Québec seront tout particulièrement au coeur de l'offensive à mener. Les besoins énergétiques du Québec augmentent également de façon rapide en raison de la forte croissance économique des dernières années. Il est à prévoir qu'à partir de 2005 la capacité de production actuelle d'Hydro-Québec sera insuffisante pour répondre aux ventes d'électricité prévues. Dans ce contexte, le gouvernement accélérera, comme il a commencé à le faire d'ailleurs par les projets de Péribonka et de Beauharnois, la réalisation de projets de production d'énergie électrique.

Afin d'assurer un approvisionnement stable d'électricité à faible coût pour les Québécois et les Québécoises d'abord, de soutenir le développement économique du Québec en favorisant la réalisation de projets d'investissement majeurs, d'éviter que le Québec soit confronté à une crise énergétique comparable à celle des États-Unis où, dans certains États, des entreprises ont dû cesser leur production en période de pointe, l'État québécois jouera le rôle qui lui revient et mobilisera toutes nos ressources collectives. Je suis pour ma part très confiant dans la capacité du Québec de contrer rapidement les incertitudes actuelles et de se comporter aussi bien avec autant de dynamisme et de discipline dans les périodes difficiles que dans les périodes de beau temps que nous avons connues et qui finiront bien par revenir. Je suis prêt maintenant à répondre à vos questions.

[Un journaliste: M. Landry, vous annoncez... enfin des investissements publics, l'accélération aussi d'autres travaux, programmes d'infrastructures. Est-ce que vous avez le budget nécessaire pour le faire actuellement?]

[M. Landry:] Oui. D'abord, j'ai dit que les équilibres budgétaires annoncés au dernier budget seront maintenus. Nous n'allons pas tourner le dos à l'industrie. Alors, d'où viendra l'argent? D'abord, dans l'accélération de projets déjà budgétés qui se seraient réalisés plus lentement et qui émargent aux finances publiques. Deuxièmement, dans l'intervention, non pas avec de l'argent budgétaire mais de l'argent d'investissement de la Société générale de financement, d'Investissement-Québec, d'Hydro-Québec ou d'autres budgets d'investissement et non pas de dépenses du gouvernement du Québec lui-même. Alors, certains grands travaux, qui auraient pu survenir d'emblée dans trois ou quatre ans, surviendront plus vite et nous assumerons le service de la dette quand les emprunts nécessaires auront été contractés. Donc, il n'est pas question de tourner le dos à la discipline budgétaire et ce qui était annoncé pour le présent exercice sera maintenu. Quant au budget à venir, bien, vous verrez son contenu en détail.

-[Un journaliste: ...vous serez obligé d'emprunter pour payer ces travaux-là, que ce soit dans deux ans...]

[M. Landry:] Oui, mais dans nos programmes réguliers de dépenses. Un emprunt s'amortit sur plusieurs années, la conjoncture ayant eu le temps de se rétablir bien des fois depuis. Comme on a

un programme d'emprunt très important chaque année, ce qui est important, c'est que le déficit soit maintenu à zéro et que nous continuions à nous désendetter globalement.

[Une journaliste: ...]

[M. Landry:] Non, ce budget sera déposé dans quelques semaines. Alors, quand on parle en semaines, ça veut dire qu'on pense à moins d'un mois.

-[Un journaliste: ...est-ce que vous allez faire des gestes qui vont toucher...]

[M. Landry:] Ma collègue des Finances livrera le discours du budget en temps et lieu et vous connaîtrez toutes ces questions, qui ne sont pas des détails, des questions majeures...

[Un journaliste: ...d'augmentation des dépenses...]

[M. Landry:] Je veux dire que... d'abord, les dépenses déjà budgétées seront accélérées, surtout les dépenses d'investissement, et pour le reste, les grands équilibres du budget seront annoncés par la ministre des Finances, car il s'agit vraiment d'un budget, d'un nouveau budget.

[Un journaliste: Mais, M. Landry, puisque vous aviez prévu une marge de manoeuvre de 1000000000 \$ ou presque, pourquoi sentez-vous le besoin d'un budget extraordinaire à ce moment-ci, puisque vous avez la marge de manoeuvre pour le faire?]

[M. Landry:] D'abord, je dis: Heureusement qu'on avait prévu cette marge de manoeuvre parce que déjà les rentrées fiscales ont commencé à décélérer et on peut prévoir, à cause des pertes des entreprises, des remboursements fiscaux. On a envoyé des chèques comme on en envoie aux particuliers quand on a trop perçu par rapport à leurs revenus. Deuxièmement, les événements que nous vivons sont d'un caractère exceptionnel. Jamais dans l'histoire humaine des événements aussi complexes et aussi imprévus, aux conséquences multiples, ne sont survenus. Et gouverner, c'est prévoir. Alors, nous ne voulons prendre aucun risque avec la sécurité économique et sociale de notre population.

[Le Modérateur: Gilbert Lavoie...]

M. Lavoie (Gilbert): M. Landry, d'une part, est-ce que vous écarterez d'emblée la possibilité de revenir sur l'engagement d'indexer les tables d'impôts le 1er janvier? Et, deuxièmement, vous voyez la controverse aux États-Unis sur... Il y a deux écoles de pensée quand on veut stimuler l'économie: on réduit les taxes ou le gouvernement injecte de l'argent. Sans préjuger de votre décision ici, est-ce que vous pensez que le gouvernement américain aurait plus d'impact sur l'économie?]

[M. Landry:] C'est la ministre des Finances, évidemment, qui répondra à votre première question dans son discours du budget. Et les deux théories se défendent. J'ai l'impression que les ouvrages de lord Keynes, qui accumulaient de la poussière sur les tablettes de la Maison blanche, ont été ressortis et mis à profit. Et la théorie keynésienne est plutôt d'accélérer la dépense publique, mais la non-ponction peut être équivalente sur le plan économique à l'injection.

[Un journaliste: ...alors pourquoi un nouveau budget puisqu'il y a une semaine encore, on soutenait

que, de toute façon, on avait une réserve? Quels sont les faits nouveaux et d'autant plus qu'on attendait également des données sur l'état de l'économie.]

[M. Landry:] La réserve, elle touchait l'exercice présent. Mais, un budget, c'est pour les exercices à venir. Alors, là, on va déborder sur non seulement 2000-2001, mais on va s'en aller sur 2002-2003. C'est un budget.

[Un journaliste: C'est pour faire l'économie d'un budget au printemps prochain.]

[M. Landry:] Pas forcément. Je crois avoir dit qu'il y en aura peut-être un au printemps prochain pour faire face au meilleur ou au pire. Si les mesures du gouvernement américain — taux d'intérêt — historiquement bas, par exemple, les injections massives, le keynésianisme lié à la fiscalité — allaient relancer l'économie, on en prendra acte dans un budget au printemps. Mais regardons les choses en face, là. Avant même que les deux tours s'écroulent, l'économie américaine avait commencé à s'effondrer. Est arrivé cet événement sans précédent dans l'histoire. Alors, nous ne voulons pas prendre de chance. Je le redis, nous avons bâti cette économie avec soin et patience en se déplaçant pour aller annoncer 10 emplois. On veut pas la voir démolir par la conjoncture et on veut prendre toutes les mesures pour que nos compatriotes restent en sécurité économique et sociale.

[Un journaliste: ...l'économie du Québec est fortement tributaire des exportations.]

[M. Landry:] Oui.

[Un journaliste: Vous craignez pas que les...]

[M. Landry:] Non, pas du tout. Les frontières peuvent se resserrer pour des questions de sécurité, donc libre circulation des personnes, qui peut être ralentie à cause des vérifications exigées par la conjoncture. Mais pour le reste, pour l'exportation des biens, il y a pas véritablement d'impact.

-[Un journaliste: Pour ce qui est de l'électricité, vous dites...]

[M. Landry:] Il y a pas un impact, sauf le fait que l'économie américaine, qui absorbe 80 % de nos exportations internationales, ralentissant, ralentit nos volumes exportés.

[Un journaliste: Pour ce qui est de l'électricité, vous lancez une série... vous voulez lancer une série de projets. Or, ça sera jamais prêt pour 2005, ces projets-là, vous dites qu'on va être en...]

[M. Landry:] Bon. D'abord, on veut faire face à la demande québécoise. Mais, aussi, un projet annoncé aujourd'hui, la dépense commence aujourd'hui. Quand on a acheté Beauharnois, là, il y a des gens, depuis ce jour, qui reçoivent des chèques, qui en recevaient pas avant parce qu'ils travaillent sur les études préliminaires, travaillent dans les bureaux d'études-conseils et les travaux sur le terrain vont commencer très rapidement. Donc, si jamais on était dans une baisse, quand les travaux sur le terrain commenceront, bien, on compensera la baisse avec ça. Même chose pour Péribonka et d'autres projets que nous allons annoncer avec la plus grande intensité possible et en cascade — c'est le cas de le dire.

[Le modérateur: Deux dernières questions en français...]

Un journaliste: Vous dites être en discussions avec le fédéral pour obtenir des antibiotiques. En fait, que craint-on exactement? Est-ce que le Québec est prêt à faire face à des attentats de nature chimique ou bactériologique? Et, sinon, dans quel délai pensez-vous qu'il le sera?]

[M. Landry:] Écoutez, aucune puissance au monde n'est totalement prête à faire face à ce genre d'attaque inusitée dans l'histoire humaine, encore une fois, si on fait exception des gaz sarin dans le métro de Tokyo. Et le Japon, deuxième puissance du monde, a été pris au dépourvu. Alors, nous faisons tout pour être pris au dépourvu le moins possible. C'est la raison pour laquelle nous aurons les antibiotiques, nous avons les médecins sentinelles, nous avons les moyens d'analyse rapide pour détecter de quel genre de virus ou de bactérie il peut s'agir. Donc, encore une fois, gouverner, c'est prévoir, mais on ne peut pas tout prévoir. On essaie de couvrir le plus grand nombre d'angles possible, comme un gouvernement responsable doit le faire.

[Le modérateur: Dernière question...

Un journaliste: M. Landry, vous avez dit dernièrement que la réserve budgétaire du Québec doit être crucialement utile. Est-ce à dire que vous allez donc la... vous êtes prêt à la dépenser dans le prochain budget?]

[M. Landry:] Dans le budget actuel, pour l'exercice en cours, nous allons pouvoir respecter notre équilibre budgétaire, parce que nous avons la réserve. Si nous n'avions pas la réserve, on pourrait déjà parler d'un déficit revenu à hauteur de 10000000000 \$. Alors, je n'ose imaginer quelle serait notre situation si on était encore à 60000000000 \$ de déficits par année. C'est là qu'on voit que la prévision à long terme, la discipline budgétaire, qui implique, évidemment, certains sacrifices, peut nous éviter des sacrifices plus grands encore. Parce que là, il faut faire face aux demandes accrues d'aide sociale; pour ça, il faut avoir de l'argent. C'est là qu'on voit que la discipline budgétaire rejoint la préoccupation sociale et qu'un parti progressiste est aussi un parti discipliné sous l'angle des finances publiques.

[Un journaliste: Mais cette réserve des 670 millions, est-ce qu'elle existe toujours aujourd'hui, là?]

[M. Landry:] Elle existe sous réserve de la portion qui a déjà été injectée dans les programmes. Parce qu'on a toujours dit que ça serait fractionné au besoin, alors une partie pour la conjoncture, une partie pour mettre de l'argent dans les programmes. Je dirais que c'est autour de 30 % dans les programmes.